

Dette publique : gare aux leurre !

Par Christophe Ramaux et Henri Sterdyniak

Article dans *Marianne*, n°773, 11 février 2012

La dette publique française atteignait, fin 2011, 85 % du PIB : un peu moins que la moyenne de la zone euro (88 %), nettement moins qu'aux États-Unis (100 %) ou au Japon (205 %). En tenant compte des avoirs financiers et physiques (routes, écoles, etc.), le bilan net des administrations est positif : 517 milliards d'euros, fin 2010, soit 8 000 euros par français. Nous laisserons un héritage à nos enfants, pas une dette !

Un ménage a souvent une dette supérieure à son revenu annuel, cela lui a permis de lancer des projets, d'acquérir un logement. L'État de plus n'est pas un ménage : immortel, il n'a pas à rembourser sa dette à une date donnée ; comme une entreprise, il peut la reconduire année après année ; il peut accroître, si nécessaire, ses ressources en augmentant les impôts ; enfin, il doit tenir compte de la situation économique : en période de dépression, comme aujourd'hui, il est légitime que le déficit public soutienne l'activité. Pour les libéraux, la dette privée est légitime : les entreprises s'endettent pour produire de la richesse. Mais les administrations publiques aussi produisent de la richesse sociale, que ce soit de la santé, de l'enseignement, de la garde d'enfants, des routes. La dette publique est tout aussi légitime.

Le poids annuel de la dette est au maximum de 2,2 % du PIB, soient les 44 milliards d'euros d'intérêt net versés en 2010. L'Etat a remboursé aussi du capital, pour 102 milliards. Mais il a trouvé facilement à emprunter : les emprunts bruts ont représenté 239 milliards en 2010. Au total, l'Etat reçoit plus d'argent de l'Agence France Trésor qu'il ne lui en verse. Le bilan est largement positif À bon entendeur : ne plus rembourser la dette, c'est se priver de ces ressources (environ 90 milliards, soit le budget de l'éducation nationale ou deux fois le produit de l'IR).

Depuis 1997, le poids des dépenses publiques dans le PIB a tendance à diminuer. Ce n'est pas elles qui sont responsables du gonflement de la dette publique. Les politiques néolibérales sont triplement responsables. La financiarisation de la dette a placé les Etats sous la coupe des marchés : de 1980 à 1998, les taux d'intérêt ont été nettement supérieurs au taux de croissance et la dette a fait boule de neige. Les cadeaux fiscaux aux riches et aux entreprises ont réduit les recettes fiscales sans impact favorable sur la croissance ; les entreprises s'accaparent plus de profit au détriment des salaires, distribuent des dividendes au détriment de l'investissement ; le déficit public doit combler le déficit de demande. Depuis 2008, la crise financière plombe l'activité, et donc les recettes fiscales.

Actuellement, la capacité de la France à s'endetter à de bas taux d'intérêt demeure (3 % à 10 ans, début 2012), mais est menacé par la faille majeure de la zone Euro ; la BCE refuse de garantir les dettes publiques des pays de la zone. Les marchés financiers considèrent que celles-ci ne sont plus des actifs sans risques ; elles deviennent les jouets de la spéculation. Des pays plus endettés que les pays européens, mais dont la dette est garantie par leur Banque Centrale, se financent eux à des taux très bas (Japon à 1%, Etats-Unis et Royaume-Uni à 2%).

Faut-il réclamer l'annulation de la dette ? Certains le proposent y compris parmi les économistes atterrés. D'autres, plus keynésiens, pointent les risques de cette campagne : elle conforte l'idée selon laquelle la dette est le problème central (au risque d'entretenir le catastrophisme néolibéral) ; elle masque les déséquilibres de l'euro (qui a creusé les déséquilibres commerciaux au sein de l'Union européenne) ; elle ne fait pas œuvre pédagogique sur la légitimité de la dépense et de la dette publiques ; elle prive l'Etat d'un instrument : la possibilité de s'endetter ; le mot d'ordre « nous ne paierons pas leur dette » peut en légitimer d'autres, libéraux (« nous ne paierons pas vos impôts ») ou destructeur de notre modèle social (« nous ne paierons pas votre retraite »).

Pour réduire la dette publique, il faut sortir du néolibéralisme (finance libéralisée, libre échange, austérité salariale, contre-révolution fiscale, etc.) qui l'a creusé et plongé le monde dans la crise. Tel est l'enjeu. Gare aux leurre...